



## QUI EST LE TERRORISTE?

Criminalisation des mouvements sociaux  
à l'heure de la croisade anti-terroriste

Jeudi, le 5 novembre à 18h30  
au Pavillon J-A-DeSève (DS), de l'UQAM  
Salle DS-1580, 320, rue Sainte-Catherine Est

À l'heure où la sécurité nationale prime sur les droits individuels et collectifs, le discours médiatique tend à façonner l'opinion publique en faisant un dangereux amalgame entre résistance populaire et terrorisme. Militer pour les droits sociaux, environnementaux ou humains est alors assimilé à des actes criminels, voir potentiellement terroristes.

Dans le cadre de la tournée au Canada d'une membre du Comité de Solidarité avec les Prisonniers Politiques de Colombie, le PASC, Tadamon!, le Comité de Solidarité autochtone de Montréal, et la Commission populaire souhaitent contribuer à l'analyse des conséquences qu'ont les politiques et pratiques de sécurité sur les mouvements sociaux, dans un contexte mondial dominé par le discours sur la « guerre au terrorisme ».

Nous espérons que cette réflexion puisse nous mener à proposer ensemble des pistes de réflexion quant aux stratégies que nous devons mettre de l'avant ensemble pour réaffirmer la légitimité de nos actions et identités face à la potentielle criminalisation de nos organisations ou des luttes que nous appuyons.



## QUI EST LE TERRORISTE?

Criminalisation des mouvements sociaux  
à l'heure de la croisade anti-terroriste

Jeudi, le 5 novembre à 18h30  
au Pavillon J-A-DeSève (DS), de l'UQAM  
Salle DS-1580, 320, rue Sainte-Catherine Est

À l'heure où la sécurité nationale prime sur les droits individuels et collectifs, le discours médiatique tend à façonner l'opinion publique en faisant un dangereux amalgame entre résistance populaire et terrorisme. Militer pour les droits sociaux, environnementaux ou humains est alors assimilé à des actes criminels, voir potentiellement terroristes.

Dans le cadre de la tournée au Canada d'une membre du Comité de Solidarité avec les Prisonniers Politiques de Colombie, le PASC, Tadamon!, le Comité de Solidarité autochtone de Montréal, et la Commission populaire souhaitent contribuer à l'analyse des conséquences qu'ont les politiques et pratiques de sécurité sur les mouvements sociaux, dans un contexte mondial dominé par le discours sur la « guerre au terrorisme ».

Nous espérons que cette réflexion puisse nous mener à proposer ensemble des pistes de réflexion quant aux stratégies que nous devons mettre de l'avant ensemble pour réaffirmer la légitimité de nos actions et identités face à la potentielle criminalisation de nos organisations ou des luttes que nous appuyons.

